

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Appel d'offres ouvert

Appel d'offre ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 du Code de la Commande Publique

Référence marché : n° 252020

**FOURNITURE, INSTALLATION, FORMATION ET MISE EN SERVICE DE LA LIGNE DE FINITION
GRAND PLAT ET PETIT PLAT DE LA BLANCHISSERIE
POUR LE CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL CASTRES-MAZAMET**

La consultation est passée par le Centre Hospitalier d'Albi, pouvoir adjudicateur du GHT Cœur d'Occitanie sous forme d'un appel d'offres ouvert au bénéfice du Centre Hospitalier Intercommunal (CHIC) Castres-Mazamet.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte 8 pages.

Date et heure limite de remise des offres : lundi 14 avril 2025 à 12h00

PREAMBULE

Ce marché intervient suite à une notification de rejet des offres présentées pour le Lot 1 au cours du précédent marché, Appel d'offres ouvert n°241001, publié le 5 juillet 2024, portant sur 3 lots. Avis de Marché n° 873a5aa3-8ece-4aa7-88c6-ec889bec12e8 publié au Journal Officiel de l'Union Européenne le 05/07/2024.

Les 3 offres déposées pour le lot 1 ont été jugées appropriées, régulières et acceptables, mais ont fait apparaître un rapport qualité / prix qui n'était pas attendu par le pouvoir adjudicateur. Au titre de l'article R. 2152-6 du code de la commande publique. Les notifications de rejet de candidature ont été adressées aux 4 candidats le 28 novembre 2024 sur la plateforme PLACE. Il a été acté qu'une nouvelle mise en concurrence devant être engagées sur des bases techniques similaires.

En vertu des articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique, une nouvelle procédure de marché public, sous forme d'un appel d'offre ouvert est donc engagée pour ce lot 1, relative à la fourniture, l'installation, la formation et la mise en service de la ligne de finition grand plat et petit plat de la blanchisserie du CHIC Castres-Mazamet.

ARTICLE 1. PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE

Le représentant légal de la Personne Publique, Pouvoir Adjudicateur, est le Directeur de l'Etablissement Support du GHT Cœur d'Occitanie, Alexandre Fritsch, Directeur du Centre Hospitalier d'Albi. La Personne Physique désignée pour le représenter dans l'exécution du marché est le Directeur Adjoint chargé des Achats, de la Logistique, des Infrastructures et du Biomédical du CHIC Castres-Mazamet.

ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION ET OBJET DU MARCHE

2.1. Champ d'application.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) règle les conditions de passation et d'exécution du marché relatives à la **fourniture, installation, formation et mise en service de la ligne de finition grand plat et petit plat de la blanchisserie pour le Centre Hospitalier Intercommunal Castres-Mazamet**

2.2. Nature du marché.

La consultation est lancée par le Centre Hospitalier d'Albi pour le compte du Centre Hospitalier Castres-Mazamet sous forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-3 et R.2122-6 du Code de la Commande Publique.

2.3. Allotissement.

Cette consultation n'est pas allotie. Elle inclue une PSE.

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est un contrat écrit, constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement (A.E), son annexe (DPGF)
- 2) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes 1 & 2 (plans)
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G-FCS) approuvé par arrêté du 29 décembre 2022.
- 5) L'offre technique et financière du titulaire.

En cas d'évolution technique pendant la période d'exécution du marché, le titulaire aura la possibilité, après accord du Pouvoir Adjudicateur, de remplacer les matériels faisant l'objet du marché par des matériels plus performants.

Seul fait foi l'exemplaire des documents conservés par le CHIC Castres-Mazamet.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION

4.1 Livraisons.

Le matériel livré sera accompagné d'un **bon de livraison** (établi en un original et une copie) indiquant :

- Le nom et l'adresse du titulaire du marché
- La date de livraison
- La référence du bon de commande
- Le n° de marché
- La nature de la livraison
- Les quantités livrées

L'original du bon de livraison est destiné à l'Administration.

La copie visée par le responsable des Services Économiques ou son représentant est remise au titulaire du marché.

ARTICLE 5. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification et les décisions après vérification s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérifications qualitatives se feront conformément au planning, qui sera arrêté avec le candidat.

Vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitative sont effectuées sur le champ. Elles ont pour objet de :

- contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché ;
- vérifier le respect des obligations qui figurent dans les cahiers des charges.

A l'issue des opérations de vérification, la décision d'admission est réputée acquise. En cas de rejet d'un équipement ou d'une pièce d'un des équipements, le fournisseur est tenu de procéder à son remplacement dans les meilleurs délais en accord avec le Responsable des Services Economiques.

ARTICLE 6. GARANTIE

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG-FCS, sauf mention particulière dans le C.C.T.P. Le candidat peut proposer une extension de garantie.

ARTICLE 7. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Les prix sont libellés en euros, et sont réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation
- Tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison
- Tous les frais afférents au retrait du matériel existant et à son traitement
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

7.1 Forme des prix.

Les prix sont forfaitaires, fermes et actualisables à l'exception du contrat de maintenance et des pièces détachées dont le prix sera révisable.

En cas de souscription du contrat de maintenance, le titulaire concerné fera parvenir au CHIC Castres-Mazamet, au plus tard trois mois avant la date anniversaire des marchés, leur demande de hausse des prix unitaires.

Passé ce délai, les demandes de révision deviendront irrecevables.

Cette révision sera effectuée par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \left(0.20 + 0.40 \frac{S}{S_0} + 0.40 \frac{PsdT}{PsdT_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = prix annuel à réviser

Po = prix à la signature du marché

Les indices retenus sont les suivants :

- S = " Indice mensuel du coût du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant : 001565183 " publié par l'INSEE
- PsdT = « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 28.29 - Autres machines d'usage général 010764242 » publié par l'INSEE

S₀ et PsdT₀ sont les mêmes indices que ci-dessus.

Ils correspondent au mois M₀ soit le mois d'établissement des prix : avril 2025.

7.2 Clause de préavis.

Le titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée de la demande de révision de prix 90 jours avant la mise en application de ces nouveaux prix avec détail du calcul de la formule de révision. En réponse, le Pouvoir Adjudicateur adressera une lettre d'accord ou de désaccord dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande.

Sans opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués à l'expiration du délai de 90 jours mentionné précédemment.

7.2 Clause butoir.

La révision des prix sera appliquée conformément à la formule prévue à l'article 7.1 du présent contrat. Toutefois, l'actualisation ou la révision ne pourra entraîner une variation annuelle supérieure à **+4%** par rapport au prix initial. Toute augmentation excédant ce seuil sera plafonnée à cette limite.

ARTICLE 8. AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire sera accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R 2191-3 à R 2191-12 du Code de la Commande Publique. Son montant sera de 5 % du montant initial TTC.

Cette avance sera versée après constitution d'une garantie à première demande. Le titulaire dans l'acte d'engagement du marché peut refuser le versement de cette avance.

ARTICLE 9. REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Délai global de paiement.

Le mode de règlement du marché est le virement par mandat administratif au compte du titulaire. Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique. Le délai de paiement est de 50 jours à réception de la facture. La présentation de la demande de paiement est subordonnée à la décision d'admission des prestations et ne peut être effectuée pour la commande initiale avant la réception définitive de la totalité des prestations.

9.2 Intérêts moratoires.

En cas de dépassement du délai de paiement par les établissements, le taux des intérêts moratoires sera le taux légal en vigueur. Une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement s'ajoutera systématiquement aux intérêts moratoires dus au créancier. Intérêts moratoires et indemnité de recouvrement seront payés dans les 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

9.3 Modalités de règlements : facturation électronique.

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent être effectués sur le portail de facturation Chorus (portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /<https://chorus.pro.gouv.fr>). L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Bénéficiaire.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'Établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et en l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture
- Le numéro et la date du marché public et des avenants éventuels
- Le code d'identification du service en charge du paiement
- La date d'exécution des services
- La dénomination précise des prestations réalisées
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total hors taxes et le montant des taxes à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Pour réaliser les factures électroniques, il faut indiquer sur le portail « Chorus Pro » :

SIRET : 268 100 054 00181

Code service : ECO-FC

ARTICLE 10. PENALITES

Les pénalités pour retard sont calculées par application de la formule suivante :

- Pénalités P1 en cas de retard de non-respect du planning : $P = V * R / 1000$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité. Cette valeur est calculée sur le montant HT de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard.

- Pénalités P2 en cas de retard d'intervention (dans l'hypothèse d'un contrat de maintenance) :

Le délai court à compter de l'appel au SAV.

| Délai de l'intervention constatée (en jours ouvrés) | Pénalité (en pourcentage du prix mensuel HT de la maintenance) |
|--|---|
| Durée > 12 heures | 10% |
| Durée > 24 heures | 25% |
| Durée > 48 heures | 50% |

- Pénalité P3 en cas d'indisponibilité (intervention de maintenance curative) dans l'hypothèse d'une location- maintenance :

Les pénalités pour indisponibilité seront calculées en fonction d'une durée d'indisponibilité ci-après rapportée en heures d'indisponibilité de l'infrastructure ou du matériel sur une période mensuelle (du premier jour du mois à minuit au premier jour du mois suivant à minuit). Elles correspondent au pourcentage ci-après du prix HT de la prestation (location-maintenance) soit un 12^{ème} du prix total HT de la prestation de l'année en cours.

L'indisponibilité court à compter de l'expiration du délai d'intervention prévu à l'article 10 du C.C.T.P.

Ne seront pas considérées comme périodes d'indisponibilité les interventions de maintenance programmées.

| Durée de l'indisponibilité constatée | Pénalité (en pourcentage du prix mensuel HT de la location-maintenance) |
|---|--|
| Durée > 24 heures | 20% |
| Durée > 48 heures | 40% |
| Durée > 72 heures | 50% |

Les pénalités sont applicables dès le 1^{er} euro.

Ces pénalités feront l'objet :

- Soit de l'émission d'un titre de recette par le Pouvoir Adjudicateur
- Soit d'une réfaction sur le montant de la facture concernée ou d'une facture ultérieure à payer au Titulaire du marché

Ces pénalités ne sont pas appliquées si le non-respect des obligations contractuelles du Titulaire résulte d'un cas de force majeure ou est imputable au Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 11. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux articles R 2191-45 à R 2191- 62 du Code de la Commande Publique. « L'exemplaire unique », destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivré au titulaire du marché à sa demande expresse.

ARTICLE 12. ASSURANCES

12.1 Étendue de la responsabilité.

Dès la prise en charge des installations, le titulaire est responsable du bon fonctionnement du service ainsi que des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient en résulter tant au niveau du Pouvoir Adjudicateur que des tiers.

12.2 Obligation d'assurance.

Le titulaire a, pour couvrir les responsabilités visées à l'article 12, l'obligation de souscrire une ou des police(s) d'assurance de responsabilité civile : cette assurance a pour objet de couvrir le titulaire des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile obligatoire, dans les conditions et formes prévues par le Code des Assurances.

Il produit ensuite tous les ans les diverses attestations d'assurance avant l'échéance des garanties stipulées par les attestations précédentes. Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- 1) le nom de la compagnie d'assurance
- 2) les activités garanties
- 3) les risques garantis
- 4) les montants de chaque garantie
- 5) les franchises
- 6) la période de validité
- 7) le règlement des primes dues pour la période de garantie

ARTICLE 13. RESPONSABILITE

13.1 Responsabilité.

Le titulaire du marché déclare que toutes les fournitures qu'il est appelé à fournir au Pouvoir Adjudicateur, satisfont aux exigences essentielles qui concernent la santé et la sécurité des utilisateurs. Ces matériels doivent être également homologués.

ARTICLE 14. RESILIATION – EXECUTION PAR DEFAULT

La résiliation des marchés peut avoir lieu du fait de la personne publique ou du titulaire. Elle se fera en application des articles 38 à 45 du CCAG des fournitures courantes et services.

Le marché sera résilié de plein droit en cas de non-respect par le fournisseur de la réglementation telle que décrite dans le dossier de consultation ou de non-respect de la qualité après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 15. DIFFERENDS ET LITIGES

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles 46 et suivants du CCAG-FCS. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent. (R.C article 7). Toutes les correspondances seront rédigées en français.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, il ne sera pas fait de liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 17. COMPTABLE EN CHARGE DU PAIEMENT

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Trésorier du CHIC Castres-Mazamet, comptable de l'Etablissement :

Trésorerie Hospitalière de Mazamet
1 rue Dunoyer-de-Segonzac
81208 MAZAMET Cedex

Fin de document.